

ENVIE DE POLITIQUE ?

Le deuxième festival Ne pas plier a peut-être produit plus de changements que l'on pensait. On ne s'en est pas rendu compte lors des interventions, des discussions, des débats, et des repas communs. Les thématiques de Ne pas plier ont évolué, insensiblement mais profondément. Pas seulement parce que de nouveaux thèmes ont été abordés : l'envie de politique, l'expression des luttes par les fêtes ou le langage, l'idée du centre de ressources.

Ces nouveaux thèmes reprennent, sous une forme différente, les questions posées lors du précédent festival : l'éducation populaire, les formes d'expression, les réseaux. Ils les reprennent de façon plus vécue, moins abstraite : on n'a cessé de redécouvrir que *l'éducation populaire ne consiste pas à transmettre un savoir désincarné aux « pauvres », mais à donner envie de réinvestir la politique*. On a vu aussi que l'interrogation légitime sur les images et sur les formes, se repose de façon aiguë dans la rue, dans les mots à employer pour les luttes. On a aussi découvert que finalement il n'y a pas « besoin » de créer des réseaux, ils existent dans une multiplicité de lieux, de rencontres et de combats épars et disparates, auxquels font la plupart du temps défaut les ressources pour accéder à une meilleure visibilité. Si l'on a, insensiblement, fait ce déplacement vers le « concret », si l'on a délaissé les questions un peu générales qui alimentent nécessairement les premières interrogations, c'est aussi parce qu'on a emmagasiné des rencontres, des voyages, expérimenté des amitiés comme des désaccords, et partagé des moments communs jusqu'au plus profond de ces différences.

Le glissement de terrain de Ne pas plier n'est pas le produit d'une réflexion désincarnée, elle ccompagne un vécu qui s'est amplifié ou enrichi. Les participations aux contre-sommets de Québec, Gênes et Bruxelles nous on fait prendre conscience que pris dans la spirale de la médiatisation, le mouvement de contestation des politiques néo-libérales n'était pas aussi fort que ne le laissait croire le discours triomphaliste de ses porte-parole. La visibilité croissante d'une contestation internationaliste semblait en effet se tenir à l'écart des formes

traditionnelles de syndicalisme ouvrier : militants associatifs investis principalement dans les combats pour les « sans », jeunes activistes développant la contre-culture marchande comme style de vie, membres d'ONG ou de collectifs agissant sur des thèmes aussi divers que l'annulation de la dette ou la taxation des profits financiers. Les luttes locales, au cœur du monde du travail, paraissaient plus que jamais « ringardisées ».

GLOBAL ET MUNICIPAL

Il faut évoquer aussi le rapport de force politique de cette période si peu propice aux mobilisations. Le découragement ou la rage impuissante éprouvés face à l'arsenal répressif et le mensonge généralisé des médias au service du capital, faisait éprouver plus douloureusement encore l'écart entre la contestation internationale et nos militantismes quotidiens, à l'échelle des villes et des quartiers. Il aura fallu cette période de gestation, de questionnement sur nos modes d'organisation, pour réaliser que *le niveau municipal où se trouvent nos luttes n'est pas un confinement ou un enfermement dans un particularisme coupé des questions globales, mais au contraire le lieu d'affrontement réel des mécanismes de domination* : un espace sur lequel la résistance politique a enfin prise, là où nos existences prennent sens. Les fondements électoraux de la démocratie ne se trouvent-ils pas dans les villes et les quartiers où les effets des politiques menées se font sentir en premier lieu ? Cela ne veut pas dire que l'on récuse les autres formes de lutte.

Face à des modes de domination de plus en plus internationaux, il est évident que la résistance doit s'internationaliser – ce que la contestation de la politique libérale de « globalisation » a compris et mis en œuvre. Une telle internationalisation perd cependant toute sa force si elle reste à la traîne des sommets officiels dans le cercle enchanté de la visibilité publique. Ancrer le combat dans le militantisme de terrain, c'est alors refuser d'accepter les termes du débat imposé par l'idéologie dominante et ses contestataires accrédités. Il apparaît cependant difficile de tenir un discours critique sur la contestation.

Une des principales raisons nous renvoie à la permanence de notre engagement : la tendance à l'institutionnalisation des organisations (partis, syndicats, associations) pousse à crier au succès pour « entretenir la machine », ce qui reproduit dans le champ militant, la coupure entre les profanes et les professionnels de la politique.

Ainsi la dépossession des milieux populaires face à la politique – comme face à l'art - est corrélative de la concentration des moyens de production aux mains de « professionnels » qui s'octroient le monopole de la compétence requise pour jouer le jeu politique. L'internationalisation de la contestation redouble ce phénomène de concentration des ressources militantes entre les mains de quelques-uns, au point de constituer une véritable « jet set » de la contestation, qui va de manifestation en manifestation sans forcément assurer le travail politique de mobilisation, notamment au niveau des villes et des quartiers.

Cette division sociale du travail contestataire trouve son principe dans l'inégale distribution du capital culturel et scolaire (comme la plus ou moins grande maîtrise de compétences linguistiques), permettant de bien s'exprimer en public ou d'écrire rapidement des textes – tracts, communiqués de presse ou pages d'analyse « à chaud ». La forme principale de capital militant est constituée par un savoir-faire qui, de la prise de parole en assemblées générales à la capacité à organiser un rassemblement, une réunion ou à mobiliser des noms qui comptent. Elle fait alors de l'ombre aux formes moins reconnues de ressources politiques qui constituent une sorte de capital social extérieur au milieu militant, à l'image du « radical chic » de certains artistes jouant de leur reconnaissance culturelle pour jouer à la politique.

L'inégale distribution du capital militant se redouble par l'effet d'imposition médiatique dont la logique privilégie le spectaculaire d'une lutte internationale, festive et bariolée (ou bien « noire » et « violente ») à l'« archaïsme » d'une lutte ouvrière du type Danone ou Moulinex. Alors que les premiers apparaissent comme les « porteurs d'espoir », les autres, « fossiles » d'un monde ouvrier voué à disparaître, sont décrits en « désespérés ». Les principes sociaux de la division du travail contestataire renvoient alors à une hiérarchie des objets politiques : défendre son emploi apparaît moins « noble » qu'exiger l'annulation de la dette du tiers-monde ou l'instauration de la taxe Tobin.

L'INSTITUTIONNALISATION DE LA CONTESTATION

L'institutionnalisation des mouvements sociaux induit d'autres obstacles à la réception d'un discours critique sur la contestation, dans la mesure où elle implique une concurrence interne au champ militant. Ainsi la lutte pour la direction et les bénéfices de la contestation induit-elle une sélection des manifestations en fonction de l'investissement des groupes les plus structurés : tout comme certains partis politiques sont passés maîtres dans l'art du sabotage des manifestations qu'ils ne dirigent pas, le choix des manifestations internationales est soumis aux logiques d'alliances militantes.

Les médias ne se contentent pas de choisir et de désigner les porte-parole, ils choisissent les événements et les forces politiques dignes d'intérêt.

L'institutionnalisation liée à la médiatisation n'a pas seulement pour effet de clôturer le monde militant sur lui-même, ses jeux et ses enjeux. Elle produit une confusion entre les moyens et les fins de la contestation. Ce manque d'objectifs ne peut qu'accentuer les logiques d'appareils : à la différence des luttes ouvrières du début du siècle, qui s'orientaient vers des idéaux de société alternatifs au système capitaliste, le mouvement social se retrouve à invoquer un processus de « transformation sociale » d'autant plus obscurément verbal (« un autre monde est possible ») qu'il oscille entre les vieilles recettes révolutionnaires et les mesures réformistes partielles.

La fascination pour le discours prophétique résulte de cette exaltation mystique d'un mouvement imaginaire, véritable discours d'importance qui tente de se donner une plus-value symbolique en tentant de rehausser la valeur de son objet : un héroïsme de la résistance assez peu porté à analyser la réalité des mécanismes sociaux de domination. Cette transformation des moyens en fins a un corollaire : les mobilisations deviennent les seules fins et, faute de victoires effectives suffisamment nombreuses et diffusées contre les politiques néo-libérales actuelles, on en vient à mesurer le succès à l'applaudimètre du nombre de manifestants et d'organisations présentes dans un collectif unitaire, ou à la portée médiatico-symbolique des rassemblements, comme l'illustre l'engouement pour le « carnavalesque ». Les justifications des rassemblements festifs résident dans leur existence même : créer des relations, produire des collectifs, regrouper les forces éparses. On peut cependant rester sceptique face à la théâtralisations à laquelle donnent lieu leurs imitations quand elles ne finissent par exister que pour les médias qui les font passer pour « la voix du peuple ».

UN LIEU POUR LE CONFLIT

Au bout du compte, *la fonction de mobilisation, qui appelle la logique mécanique de l'appareil, tend à prendre le pas sur la fonction d'expression et de représentation* que revendiquent toutes les idéologies professionnelles des hommes d'appareil. Les mobilisations festives finissent par perdre leur capacité à faire remonter les paroles « profanes » au niveau des « professionnels » de la politique, et à n'exister que dans la production collective d'une image narcissique d'elles-mêmes.

L'écart croissant entre les actions symboliques et les problèmes concrets, rencontrés et pris en charge par des organisations traditionnelles ou le secteur associatif, redouble alors celui qui existe entre les mouvements « anti-globalisation » et les luttes menées au niveau local.

La division du travail contestataire est redoublée par le vide entre les mondes du militantisme, du journalisme et de la production intellectuelle ou artistique. Entretien par un certain nombre d'agents qui ont intérêt à l'entretenir parce que le fondement de leur position est d'appartenir un peu à ces trois domaines, ils vivent de cette séparation et contribuent à l'entretenir en jouant le rôle d'intermédiaires entre les uns et les autres, en transférant les ressources d'un monde vers l'autre. Cette confusion fait apparaître qu'il n'existe pas d'espace d'expression des conflits sociaux. *Ce manque réside d'abord en l'absence d'un lieu où puissent se retrouver les uns et les autres, sans vouloir représenter qui que ce soit, ni les forces alternatives, ni la « voix du peuple », et donc sans se voir instrumentalisés par les luttes des uns et des autres.*

C'est à la construction d'un tel espace de croisement que Ne pas plier aspire... repas compris ! Ce « festival pour ne pas plier » n'a pas l'intention de rassembler les paroles éparpillées au cours des jours passés ensemble. Il aspire plutôt à en constituer une synthèse, ou plutôt à marquer l'état de nos réflexions sur les rapports aux médias, l'inscription des avant-garde de situation dans le travail culturel, et la nécessité d'un engagement politique au niveau municipal.

Franck Poupeau

Ce texte développe des éléments de « Revenir aux luttes ». N° 26 – 27 de la revue Agone. Publié à l'occasion du deuxième festival pour Ne Pas Plier, octobre 2001 à Ivry-sur-Seine. www.nepasplier.fr